

FONCTIONNAIRES:



Sources : OCDE,
Ministère des Finances,
Ministère de la Fonction publique

CONTRIBUABLES ASSOCIÉS
TROP DE DÉPENSES PUBLIQUES C'EST TROP D'IMPÔTS

ASSOCIATION Loi de 1901 (J.O. du 7 mars 1990)
42, rue des Jeûneurs - 75077 PARIS CEDEX 02 - Tél.: 01 42 21 16 24 - Fax: 01 42 33 29 35
www.contribuables.org

La France compte aujourd'hui 7 millions de fonctionnaires et assimilés

1 ILS SONT TROP NOMBREUX

En 50 ans, l'emploi public a progressé 10 fois plus vite que la population française

Notre pays compte aujourd'hui 7 millions de fonctionnaires et assimilés. Où sont-ils ?

LA FONCTION PUBLIQUE AU SENS STRICT

Fonction publique d'État.....	2.410.000
Fonction publique territoriale.....	1.531.000
Fonction publique hospitalière.....	914.300
SOUS-TOTAL.....	4.855.300

LA FONCTION PUBLIQUE AU SENS LARGE

Entreprises et Établissements publics.....	918.000
Enseignants du secteur privé sous contrat.....	144.000
Organismes de sécurité sociale et Chambres consulaires.....	220.000
Associations vivant majoritairement de subventions publiques.....	400.000
Emplois "aidés".....	329.800
(emplois jeunes, contrats emplois solidarité)	
SOUS-TOTAL.....	2.011.800
TOTAL.....	6.867.100

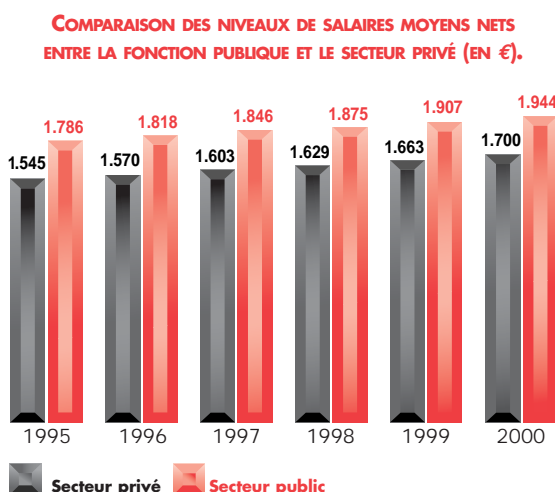
La France compte 11 fonctionnaires et assimilés pour 100 habitants, contre 8 aux États-Unis, 6 en Allemagne et 4 en Italie et en Espagne.

Un emploi sur trois en France est payé avec de l'argent public !

2 ILS SONT MIEUX PAYÉS

L'écart de rémunération en faveur des emplois publics est en moyenne de 14%

Contrairement aux idées reçues, les agents de l'État bénéficient d'un traitement bien meilleur que les salariés du secteur privé, et ce privilège ne date pas d'hier...



CHACQUE ANNÉE, L'ÉCART EST RELIGIEUSEMENT PRÉSERVÉ.

Pire, le salaire médian des fonctionnaires est quant à lui supérieur de près de 34% à celui des salariés du privé (1.849 € contre 1.377 €). Or, moins d'un salarié du privé sur trois perçoit une rémunération supérieure ou égale à la rémunération médiane des fonctionnaires.

Sécurité de l'emploi + moindre productivité = rémunération supérieure

3 ILS COLLECTIONNENT LES AVANTAGES...

...Et nous laissent le chômage

La seule fonction publique d'État est répartie en 900 corps. Un véritable labyrinthe de corporatismes et de bonus partagés.

Florilège des avantages acquis :

- Un emploi à vie.
- Des traitements gonflés par 9,6 milliards d'euros d'indemnités et de primes dont certaines sont occultes, payées en liquide et non déclarées.
- Des horaires de travail aménagés, et pour certains agents bien inférieurs aux 35 heures.
- Une retraite à taux plein, soit 75% du traitement des six derniers mois d'activité, contre 50% du salaire annuel moyen calculé sur les 25 meilleures années pour les salariés du privé.
- Des vacances supérieures à 3 mois à la Cour des comptes, dans l'enseignement et pour les conseillers d'État.
- Une mise à disposition de plus de 2 millions de logements de fonction, soit près de 10% du parc national.
- Un droit au détachement, à la mise en disponibilité, au cumul...

Ils sont entrés dans la fonction publique pour servir, pas pour se servir !

4 ILS S'AUTO-PROTÈGENT

Entre pouvoir syndical à la base et réseaux d'influence au sommet, l'administration s'auto-protège, se congratule et se gratifie

À la base, à l'abri du chômage, assistés par des syndicats puissants et engraisés par la manne publique, les fonctionnaires usent et abusent du droit de grève pour exiger la revalorisation de leurs salaires et l'augmentation de leurs avantages.

Au cours des huit dernières années, les traitements ont été augmentés à quatorze reprises ! Et, même lorsque le Ministre de la fonction publique refuse de les revaloriser, ils continuent de croître du simple fait de l'ancienneté et des promotions automatiques.



Au sommet, la haute fonction publique qui domine déjà le pouvoir administratif, a fait main basse, grâce au "pantouflage", sur les pouvoirs économiques et politiques :

- 60% des patrons des trente premières entreprises françaises sont issus de la haute administration.
- La moitié des députés sont fonctionnaires d'origine, contre à peine 20% au début de la V^e République.